

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Sus aux chômeuses·eurs!

En Suisse, la droite a toujours réussi à faire accroire que le chômage n'était imputable qu'aux seul·e·s chômeuses·eurs, tas de fainéant·e·s que l'éthique protestante se doit de remettre au travail (entendu: un travail salarié généreusement donné par un·e employeuse·eur de bonne volonté) le plus vite possible afin que l'économie n'ait pas à en souffrir, ni les caisses de l'État d'ailleurs.

La quatrième réforme de l'assurance-chômage que les Chambres sont en train de passer se place dans l'exact prolongement de ces idées dont peu semblent s'apercevoir qu'elles sont économiquement farfelues et politiquement réactionnaires. Si l'on voulait renvoyer les travailleuses·eurs dans la situation qui était la leur avant le développement de l'État social – éléments d'une armée de réserve corvéable à merci, vivant dans une précarité avancée et dans l'incertitude la plus extrême quant au futur –, on ne s'y prendrait pas autrement.

Quand donc parviendrons-nous à faire comprendre que le chômage est une production mécanique de n'importe quelle économie capitaliste et n'a absolument rien à voir avec l'empressement des travailleuses·eurs à la réorientation professionnelle? Quand pourrions-nous affirmer que le rôle principal d'une assurance-chômage doit être d'atténuer les effets les plus négatifs liés à la perte d'un emploi, l'un d'entre eux étant évidemment de retrouver un poste qui n'a rien à voir avec sa formation ou ses envies? Et quand, enfin, cesserons-nous de considérer uniquement les assurances sociales comme des gouffres à dépenses sans fond? Peut-être lors de la campagne référendaire qui s'ouvrira dès le vote final en mars 2010?

La rédaction



La gifle

La réforme de l'assurance-chômage votée par le Conseil national est une véritable gifle: aux bénéficiaires présent·e·s et futur·e·s d'abord, à celles et ceux qui se battent pour le maintien du maigre État social qui existe encore en Suisse, et à l'économie tout entière à long terme. Rappelons les points les plus scandaleux: obligation d'accepter n'importe quel travail en dessous de trente ans, allongement du délai de carence à 120 jours à la fin d'une formation, suppression de la mesure extraordinaire permettant de porter la couverture à 520 indemnités en cas de conjoncture économique difficile. Ce qui paraît certain après ce vote, c'est que, non contente d'être la championne du monde des inégalités, la droite suisse souffre en plus d'une myopie préoccupante. L'inquiétude que nous exprimions dans notre précédent numéro s'est maintenant transformée en cauchemar.

■ Histoire

Social-démocratiser
la social-démocratie

Page 3

■ Pénal

Pédophilie: chasse aux sorcières
et respect de l'ordre légal

Page 6

■ Drogues

Ce *Dopengraben* qui divise le pays

Page 7

CAMARADE CHRONIQUEUSE

Mobilisations étudiantes: révoltes de la crise

Les études universitaires sont-elles devenues plus scolaires que l'école obligatoire elle-même? C'est ce qu'affirmait une amie qui m'expliquait que, dans son cursus, le droit de se présenter aux examens est conditionné à la remise d'exercices hebdomadaires. Difficile de rendre des exercices réguliers pour les étudiant-e-s qui travaillent (à horaires irréguliers?) pour financer leurs études ou qui ont des charges familiales. Le Grand conseil zurichois projette de doubler les taxes d'études. Et certain-e-s observateur-trices peinent encore à comprendre pourquoi les étudiant-e-s se sont mobilisés et ont occupé des auditoires récemment pour défendre leurs droits.

La scolarisation croissante des études ne date pas d'aujourd'hui mais s'est certainement accélérée avec le nouveau système de Bologne. Elle va de pair avec une réduction de la durée des études qui entraîne une concentration des études dans le temps, et donc davantage de difficultés pour les étudiant-e-s qui travaillent. Il devient de ce fait aussi plus difficile d'acquérir de l'expérience professionnelle pendant les études. A la sortie des études, beaucoup de jeunes

enchaînent les stages (non payés) pour acquérir cette expérience. Et d'autres acceptent des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés.

En fait, il n'est pas très étonnant que les mobilisations étudiantes se déroulent environ une année après que les États aient dépensé des milliards pour sauver les banques. Il est tout simplement révoltant de constater qu'il y a assez d'argent quand il s'agit de sauver les banques, mais qu'il en manque cruellement quand il s'agit des budgets de l'éducation. Il est aussi révoltant que la majorité bourgeoise du Parlement ait décidé de couper des prestations de l'assurance-chômage, alors qu'on entre dans une des plus graves crises de l'histoire. Et les jeunes sont les premières victimes de cette réforme. Ceux et celles qui ont espéré que, une fois les leçons de la crise tirées, le monde deviendrait un peu plus juste se sont trompés. Il faudra d'autres mobilisations. La mobilisation des étudiant-e-s n'est peut-être que la première.

Line Rennwald, doctorante en sciences politique, est membre du PS jurassien et du comité du Cercle d'Olten

L'HUMEUR
DE LA RÉDACTION

Les abus de l'UDC

L'UDC faisant campagne pour l'égalité entre hommes et femmes, on a cru rêver. Et c'était le cas (notre rêve, pas le combat égalitaire de nos «démocrates» du dimanche). L'objectif n'était pas l'égalité entre les sexes mais l'exclusion de personnes par le racisme le plus primaire. En outre, la stigmatisation des femmes portant un foulard ne produit que plus d'inégalités envers des femmes précarisées à la fois par leur sexe et leur religion.

L'UDC n'a jamais reconnu les discriminations envers les femmes, suisses ou non. Le parti prône le retour au foyer de ces créatures. Concrètement cela s'exprime par le refus de l'assurance maternité, du *splitting* fiscal pour les couples mariés et en général de toute mesure visant à diminuer les inégalités de sexe, notamment l'accueil de jour des enfants. Pourquoi payer des crèches quand on peut obtenir l'exécution du travail gratuitement? Sous prétexte d'égalité de traitement, l'UDC s'oppose à l'augmentation des déductions fiscales pour la garde des enfants d'un couple dont les deux membres travaillent, projet en discussion aux chambres, si la mesure ne peut profiter aussi aux couples dont l'un des membres ne travaille pas. Ainsi au lieu d'encourager l'indépendance financière des femmes, il soutient leur esclavage domestique par encore plus d'avantages fiscaux. Et il menace de lancer une initiative pour «corriger cette inégalité» si le projet est adopté.

Indépendamment de sa présence symbolique dans notre constitution fédérale, peut-être devrions-nous défendre plus vigoureusement le principe d'égalité des sexes et ne pas nous laisser abuser par le discours UDC si l'on ne veut pas devoir voter sur cette initiative ou une autre, par exemple contre le subventionnement public de crèches ou pour l'interdiction de travailler des femmes? C'est à nous, socialistes et féministes, de combattre un parti ayant pour programme l'exclusion, que ce soit celle des personnes étrangères et musulmanes, ou celle d'une minorité symbolique qui est elle aussi victime de discriminations parmi les plus violentes et les plus systématiques.

Stéphanie Pache



HISTOIRE

Réflexions sur 1989

L'année 1989 a été une année charnière dans laquelle la direction de l'histoire a changé, comparable aux années 1918, ou 1939, ou 1968, et, de la même façon, rien ne s'est passé comme prévu. L'événement qui domine l'année est l'effondrement du bloc soviétique, disons plutôt du stalinisme, ou du collectivisme bureaucratique, puisque le système n'a plus rien de «soviétique». Premier imprévu: personne ne s'y attendait.

Deuxième imprévu: tout se passe dans un calme étonnant. La classe dirigeante du système est obligée de reconnaître sa banqueroute, et n'est plus capable de réprimer le peuple. Sauf en Roumanie, la chute du régime se passe pacifiquement. À la stupéfaction générale, un système qui était à la base de la deuxième superpuissance du monde s'effondre. Personne ne le défend.

Troisième imprévu: il était raisonnable de penser que le régime stalinien pouvait être remplacé par des régimes de la gauche démocratique. La population ne réclamait pas le retour du capitalisme, en faisant tomber les dictatures stalinienne. Hélas: l'option social-démocrate n'existait pas. Gorbatchev lui-même, converti à la social-démocratie, avait perdu la bataille en Russie. Les partis sociaux-démocrates historiques n'avaient plus la force de se reconstituer, sauf en République tchèque.

Quatrième imprévu, pas tellement imprévu en réalité: le triomphe arrogant du néo-libéralisme. Les voilà à proclamer la «fin de l'histoire». Traduit dans la réalité des régions post-soviétique, cela donne le banditisme capitaliste des oligarques, et l'intégration de l'économie des Etats successeurs de l'URSS dans l'économie du capital transnational. C'est la *nomenklatura* stalinienne, forte de ses réseaux et de son appareil, qui accapare les moyens de production et se recycle en classe dirigeante capitaliste après avoir été la classe dirigeante de l'ancien régime.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ABSENTE

L'on s'aperçoit que le stalinisme n'était pas seul à tomber en 1989. Pourquoi le capitalisme triomphaliste et revanchard ne trouvait-il rien en face? Très simplement parce que la social-démocratie n'existait plus à l'Ouest. Il y avait, bien sûr, des partis sociaux-démocrates, mais la plupart d'entre eux avaient déjà intériorisé le néo-libéralisme. Leur niveau d'ambition était tout juste d'assurer le service d'ambulance pour les victimes du capitalisme.

La chute du stalinisme ne fait d'ailleurs qu'accélérer le mouvement: puisque les bateleurs du néo-libéralisme avaient proclamé la «chute du socialisme», les plus cyniques des dirigeants de la social-démocratie leur emboîtèrent le pas, en organisant de leur côté la chute du socialisme démocratique: Blair et Schröder proclamèrent la «troisième voie» (entre quoi et quoi?) en 1999 et chez nous, toujours avec du retard et avec la dose de provincialisme qui nous est propre, on proclama le triste Manifeste du Gurtel en 2001.

Cela laisse un vide politique énorme. La classe ouvrière à l'Est, comme partout ailleurs, continue évidemment à lutter. Elle n'a pas d'alternative, nulle part où aller, mais avec des syndicats déboussolés, privés de leur histoire et de leur idéologie, qui se battent comme ils peuvent, dans le noir. Il aurait fallu être là à leur apporter de la munition. Reconstruire le mouvement par le bas.

ALTERNATIVE

Aujourd'hui, deux alternatives mondiales se dessinent: le capitalisme dans un cadre politique plus ou moins démocratique, apprivoisé par les luttes ouvrières d'un siècle ou plus, et le capitalisme dans un cadre autoritaire, voire même dans celui d'un État policier. Dans la compétition qui les oppose, le capitalisme «démocratique» ne cesse de reculer: l'érosion des acquis sociaux se poursuit sous le prétexte qu'ils entravent la



Source

compétitivité des entreprises. Beaucoup de choses entravent la compétitivité des entreprises: notamment les droits syndicaux, les droits démocratiques élémentaires en général, les droits humains.

L'adhésion des pays de l'Est à l'Union européenne et la réunification de l'Europe dont empoisonnées par la faiblesse de la gauche et des syndicats, ce qui donne une Union socialement réactionnaire. Le taux de syndicalisation mondial a chuté, d'une façon drastique, et se situe probablement autour des 5%. Entre temps, c'est le système capitaliste qui est en crise: crise financière, crise économique, crise écologique.

QUE FAIRE?

Nous avons un monde unifié, le capital est unifié, mais la classe ouvrière, sous ses formes multiples, l'est aussi. Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir à l'analyse de classe, il n'y en a pas d'autre. Prendre pied dans les syndicats, les seules structures qui tiennent encore, repartir de là. Reconstruire le mouvement socialiste, envers et contre tout, social-démocratiser la social-démocratie là où c'est encore possible, sinon créer quelque chose de nouveau, avec un programme de démocratie radicale. Redéfinir le socialisme en termes de démocratie radicale, sur le plan économique, social, politique, culturel.

Reparlons-en!

Dan Gallin

À la santé de la social-démocratie

SYNDICALISME

Stop au *dumping* dû à la sous-traitance

Pour faire baisser leurs prix afin de se voir adjudger des chantiers, la grande majorité des entreprises de maçonnerie sous-traitent à de plus petites entreprises certaines tâches à faible valeur ajoutée, telles que le ferrailage et le coffrage. Ces sous-

traitant-e-s parfois sous-traitent à leur tour les travaux à d'autres entreprises, faisant encore baisser les prix. Par cette mise en concurrence farouche des entreprises sous-traitantes, les entreprises générales exercent une incroyable pression à la baisse sur les prix.

A titre d'exemple, la tonne de ferraille facturée dans un devis est passée de 700 fr. à environ 200 fr. ces dix dernières années. Pour tenir de tels prix, il est impossible pour les entreprises sous-traitantes de respecter le salaire minimum conventionnel de 25,35 fr. de l'heure, et pour preuve: le syndicat Unia a recensé des salaires pouvant descendre jusqu'à 15 fr. de l'heure sur certains chantiers vaudois ! Les ouvriers-ères de ces entreprises sous-traitantes qui travaillent pour des salaires de misère sont pour la plupart des sans-papiers. Unia-Vaud estime que 50 à 60% des travailleurs-euses du coffrage et du ferrailage travaille au noir, et ne bénéficie donc d'aucune couverture sociale, aucune assurance en cas d'accident, maladie, perte d'emploi.

DÉNONCER ET PUNIR LES VRAIS COUPABLES

Mais les entreprises sous-traitantes ne sont qu'un rouage d'un

système qui a été mis en place alimenté et dont profitent les entreprises générales de la construction! Car s'il est vrai que la personne dirigeant la petite boîte de ferrailage pratique fondamentalement le vol en exploitant ses ouvriers-ères, il n'en demeure pas moins que ce sont les « grandes » entreprises de construction qui fixent les prix, et profitent de cette pression à la baisse pour augmenter leur marge de bénéfice. Ce sont donc elles les vraies responsables de cette situation scandaleuse, et partant c'est à elles d'en endosser la responsabilité et d'en payer les conséquences.

C'est pourquoi la seule solution viable afin d'enrayer ce système inhumain (qui met en exergue toute l'hypocrisie de la politique d'asile helvétique) réside en l'introduction de la notion de responsabilité solidaire des entreprises adjudicatrices des travaux envers leurs sous-traitant-e-s. En d'autres termes, si une entreprise sous-traitante viole la convention collective de travail, notamment en ne respectant pas les salaires minimaux conventionnels, c'est l'entreprise générale qui doit pallier les créances de son entreprise sous-traitante et passer à la caisse.

Maurizio Colella

Entretien avec Pietro Carobbio

Pietro Carobbio est responsable du secteur de la construction pour Unia-Vaud. Propos recueillis par Maurizio Colella.

Quelles sont les revendications du syndicat en matière de sous-traitance?

Essentiellement, la campagne que nous menons a deux revendications complémentaires : d'une part la régularisation des ouvriers sans-papiers dont le statut administratif précaire fait qu'ils sont surexploités sans possibilité de se défendre, et d'autre part l'introduction de la notion de responsabilité solidaire et économique des entreprises adjudicatrices envers leurs sous-traitants. Sous la pression de notre campagne, des discussions autour de cet aspect ont pu être entamées par Unia avec le Conseil d'Etat et la Fédération vaudoise des entrepreneurs.

Quelles avancées la campagne a-t-elle permises au niveau de l'organisation syndicale des travailleurs concernés?

Nous avons pu augmenter notre légitimité, par un travail de construction syndicale de fond, de présence sur les chantiers, les lieux de rassemblement, des informations dans leur langue, etc. Un aspect fondamental si l'on entend construire une résistance syndicale à ce système honteux.

NEUCHÂTEL

La loi sans énergie

De nos jours, qui ne se réclame pas de l'écologie? La protection de l'environnement semble devenue le thème du XXI^e siècle. Mais la manière d'appréhender cette question a-t-elle pour autant dépassé les barrières partisanes, comme certain-e-s voudraient nous le faire croire? En observant le déroulement de la campagne et les résultats de la votation sur la loi sur l'énergie dans le canton de Neuchâtel, on peut en douter et prouver qu'une droite écologiste ne peut exister!

Pour rappel, le gouvernement de l'époque a présenté une loi pionnière demandant entre autres des standards élevés pour la construction de bâtiments neufs et une évaluation des bâtiments existants

en vue de leur assainissement. Le projet mêlait ainsi politique contraignante et incitative pour les propriétaires.

Ceci n'a évidemment pas été sans déplaire aux néolibéraux-ales et à la chambre immobilière qui ont déposé le référendum. Et c'est un non très clair qui est sorti des urnes le 28 novembre.

La campagne neuchâteloise aurait pourtant pu avoir le mérite de reclarifier les camps en terme d'environnement et de montrer l'incohérence de la droite qui n'hésite pas à surfer sur la vague verte en période électorale mais qui se garde bien d'en appliquer les principes le reste du temps. Malheureusement, ce sont les arguments conservateurs habituels qui ont été perçus

par les votant-e-s: le projet est trop cher, trop dur à supporter en temps de crise, d'accord d'être écolo mais pas à n'importe quel prix! La gauche a bien entendu tenté de mettre en évidence la possibilité de rentabilisation des assainissements à long terme, les avantages fiscaux et les subventions accordés aux propriétaires touchés, mais la peur d'un projet ambitieux était trop forte.

C'est donc sans surprise que Neuchâtel se dirige vers un projet plus consensuel. Le PS a déjà annoncé le dépôt d'une initiative parlementaire qui mettrait de côté les sujets qui fâchent. En voilà une belle consécration de la politique des petits pas! Reste à savoir si on les fait en avant ou en arrière...

Line Rouyet

UNIVERSITÉS

Unis dans la lutte?

Un certain nombre d'universités suisses ont connu, durant le mois de novembre, une vague de protestations et d'occupations d'auditoires. Contre la transformation du savoir en marchandise, contre la réforme de Bologne et contre les inégalités d'accès à la formation: autant dire que les revendications étaient nombreuses.

Plutôt que de proposer une chronique détaillée des différents événements s'étant déroulés dans ce cadre, il est plus utile de s'interroger sur certains aspects généraux de cette mobilisation. Celle-ci a été parfois éphémère, ne durant que quelques jours à Genève, parfois de plus longue haleine, comme à Zurich où un grand auditoire est resté occupé un peu plus de deux semaines, avant qu'une manifestation contre la hausse des taxes d'études à la HES et à l'Université ne réunisse plus de mille étudiant·e·s le 12 décembre.

INTERNATIONALISATION DE LA MOBILISATION

L'un des traits principaux du mouvement étudiant des mois de novembre et décembre a probablement été de ne pas avoir eu pour déclencheur d'événement particulier. L'occupation à l'Université de Zurich a débuté dans le cadre d'une semaine d'actions européennes sous le slogan «l'éducation n'est pas à vendre» («*Education is not for sale*»), mais s'est également conçue dès le départ comme une manifestation de soutien aux étudiant·e·s viennois·es qui occupaient également le plus grand auditoire de leur université, pour protester contre l'introduction de *numerus clausus*.

C'est donc la solidarité internationale qui a lancé le mouvement en Suisse. La mise en réseau très rapide, par Internet notamment, des différents groupes actifs dans les universités a également contribué à donner une visibilité plus globale aux actions entreprises localement.

SPONTANÉITÉ

Les occupations d'auditoires ont donc eu une composante

spontanée non négligeable, dont une des conséquences a peut-être été la variété des revendications émises. Harmonisation fédérale et augmentation des bourses d'études, diminution des taxes et garantie de la liberté académique pour les étudiant·e·s sont ainsi trois revendications concernant trois niveaux politiques différents, ayant chacun leur temporalité et leur orientation propre.

Cette division de la responsabilité politique contribue peut-être à expliquer que les mouvements se soient formés et aient été actifs sans se diriger contre une décision politique ou protester contre un événement particulier, la réforme de Bologne étant en vigueur en Suisse depuis plusieurs années déjà. Cependant, il faut noter que les craintes et les prévisions émises par les mouvements actifs en 2003, au moment de l'introduction du système, se sont avérées fondées: scolarisation et *Bachelor* (3 ans) comme formation de base deviennent la norme.

UN CAS... D'ÉCOLE

Au-delà du caractère très général d'un certain nombre des revendications émises par les mouvements étudiants, il n'en reste pas moins qu'ils ont constitué un exemple intéressant de mobilisation internationale. Un mouvement à Vienne qui essaime ensuite en Allemagne, en France ou en Suisse: les étudiant·e·s ont fait preuve d'une capacité étonnante de coordination au-delà des frontières, appliquant un modèle qui, malgré quelques ratés en l'occurrence, ne peut qu'être l'avenir des luttes en Europe et dans le monde.

Benoît Gaillard
a.k.a. Renie Damslet

SUISSE

Trois questions à La Gauche

Le 21 novembre dernier à Schaffhouse, un nouveau mouvement politique a été lancé: La Gauche/Alternative Linke/La Sinistra. Frédéric Charpié, membre du collectif national élu à cette occasion, répond à *Pages de gauche*.

Qu'est-ce que La Gauche?

Une plate-forme nationale, qui a pour but principal de rassembler toutes les forces à gauche de la gauche, écosocialiste et anticapitaliste dans un futur grand parti national avec droit de tendances. Il y a la possibilité de constituer un parti cantonal ou régional de La Gauche, là où il n'existe pas de forces à la gauche de la gauche. Dans le cas contraire, le collectif national rencontre les forces en présence, le but étant de mesurer comment faire avancer les idées générales défendues par La Gauche en unifiant les forces.

Quels sont les points principaux du programme de La Gauche?

Le programme comprend actuellement 35 points, mais il était impossible de trancher et de décider d'un programme définitif à la journée de fondation. Le collectif national a pour mandat des militants de Schaffhouse de revoir tous ces points pour les ramener à des points essentiels. Ce programme définitif sera avalisé au prochain congrès national qui se tiendra en mai 2010 à Lausanne.

Quels rapports imaginez-vous avec les autres partis de gauche, en particulier avec le PS?

Les rapports avec les autres partis comme les Verts, le PS, SolidaritéS, le PDT, le POP, les Communistes et autres entités se fondent sur la possibilité pour eux de demander la double appartenance. Ils peuvent ainsi participer aux réunions unitaires de leur canton tout en restant dans leur entité politique. Nous avons même actuellement un camarade député PS dans le collectif national. La double appartenance doit permettre une zone de transition lente, toujours dans le but de faire avancer les idées de la base.

Propos recueillis par Romain Felli

PÉDOPHILIE

Du bon usage d'une motion parlementaire

La société suisse est saisie par l'idéologie du risque zéro. Cette exigence impossible affecte progressivement toutes les activités humaines et tous les espaces sociaux. Cela concerne aussi la pédophilie. Toutefois, pour cette dernière, cela s'est transformé en un nouveau puissant maccarthysme porté par la presse de boulevard et certaines associations extrémistes comme Marche Blanche et relayé au Parlement fédéral par certains élus. Ce maccarthysme est malheureusement peu combattu. Ainsi, rares ont été celles et ceux qui ont combattu en 2008 de front l'initiative «Pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantile».

Les relais parlementaires de la croisade maccarthyste contre les délinquants sexuels sur mineurs sont à l'œuvre depuis plusieurs années. Ils contaminent les rangs de divers partis, ceux de gauche également. Si une amélioration du dispositif pénal est certainement nécessaire, la surenchère des initiatives parlementaires est impressionnante. Oskar Freysinger (UDC) a proposé d'exclure de

la radiation du casier judiciaire les condamnations pour pédophilie, Christophe Darbellay (PDC) souhaite inscrire dans la loi l'interdiction absolue d'exercer une profession en rapport avec les enfants pour les auteurs d'actes pédophiles. Chiara Simoneschi-Cortesi (PDC) souhaite une obligation de production d'un extrait du casier judiciaire des personnes qui travaillent avec les enfants. Natalie Rickli (UDC) sollicite un registre pour des pédophiles et délinquants sexuels dangereux. Fabio Abate (PRD) souhaitait une prolongation des peines jusqu'à 10 ans pour les auteurs d'actes sexuels sur les mineurs. Dans le climat actuel, le risque était réel de voir l'une ou l'autre de ces initiatives excessives trouver une majorité avec des voix éparses vertes et socialistes.

CONTRE LA CHASSE AUX SORCIÈRES

C'est dans ce contexte que j'ai déposé une motion intitulée «Prévention pénale accrue en matière de pédocriminalité et autres infractions». Le dépôt de cette motion visait un objectif formel et un objectif matériel. D'abord, la motion, peu contraignante, rapidement acceptée par le Conseil fédéral a permis redonner l'initiative législative à ce dernier et simultanément suspendre le traitement de toutes les initiatives parlementaires en la matière. Cela permet surtout de quitter le terrain du populisme et de laisser travailler le DFJP dans la cohérence et la sérénité. Une révision partielle du code pénal, s'appuyant sur la motion, devrait donc voir le jour pour l'été 2011.

Sur le fond, s'il est vrai que la motion demande au Conseil fédéral d'agir dans des domaines très divers comme l'interdiction professionnelle ou bénévole ou l'interdiction de contacts avec des personnes ou des groupes de personnes déterminées, la motion exige que le tout doit s'inscrire dans le respect des principes généraux de l'ordre légal pénal. Evi-

dence que n'aient pourtant les diverses initiatives parlementaires citées plus haut.

L'autre élément central de la motion était l'introduction un tutorat pénal individuel des condamnés soumis à des mesures par jugement. Il s'agit là d'un outil destiné à réduire le risque de récidive, - qui est réel - mais surtout à éviter la stigmatisation publique, la vindicte populaire ou la suspicion généralisée à l'encontre des auteurs à la fin de leur peine. Un tuteur suivrait la mise en œuvre des décisions de justice, permettant de fait la réinsertion personnelle, sociale et professionnelle sans nécessité de registre public des pédo-criminels ou de production systématique des extraits de casier judiciaire en cas d'activité avec les jeunes.

CONCURRENCE POLITIQUE

Il a fallu cependant que certains parlementaires socialistes, emmenés par le professeur de droit Daniel Jositsch, réintroduisent dans le débat la question du registre des pédophiles par le biais d'une initiative parlementaire de commission avalisée par la majorité des commissions des affaires juridiques des deux conseils

Quoiqu'il en soit, Marche blanche a réalisé qu'avec ma motion l'action et l'orientation politique dans le domaine de la criminalité sexuelle sur les enfants lui avait échappé. Pour reprendre la main, cette association, avec l'appui de divers parlementaires, dont une encartée socialiste, a lancé une nouvelle initiative populaire, alors même le projet de révision du code pénal sera prêt avant même la fin du délai de dépôt des signatures. L'objectif est certainement d'influencer encore sur les travaux parlementaires. Mais surtout c'est la manière la plus sûre de mettre aussi le maccarthysme contre les délinquants sexuels si cher à l'UDC et au PDC à l'ordre du jour des élections fédérales de 2011.

Carlo Sommaruga est conseiller national socialiste genevois

LE POING La laïcité ne plaît pas aux **Jeunes socialistes neuchâtelois**.

Que le nom de la section laisse penser qu'elle ne regroupe que des hommes, laissait songeur. Que la section s'érige en défenderesse de l'héritage chrétien, indiquait un positionnement flottant. Mais lorsque la section fait sécession de sa faïtière nationale pour protester contre une revendication visant à interdire les symboles religieux dans les bâtiments publics, elle mérite le poing de Pages de gauche avec mention. Un aspect positif cependant: le prochain papier de position des JSN consacré au nombril de Baptiste Hurni n'émanera plus d'une section socialiste.

LA ROSE Une rose aux allures de feuille de coca...

Evo Morales a remporté l'élection présidentielle en Bolivie et y a mis la manière! Non seulement le premier président indigène obtient 63% des voix dès le premier tour, mais en plus son mouvement, le MAS, progresse dans plusieurs bastions de la droite. Cette progression aboutit à une situation inédite en Bolivie depuis 50 ans: un président bénéficie de la majorité dans les deux chambres du Parlement. Il a maintenant toutes les cartes en main pour approfondir la transformation sociale, politique et économique de son pays.



DROGUES

Not all use is abuse

Il y a un domaine où le fameux Röstigraben entre la Suisse romande réputée plus à gauche que la Suisse alémanique s'inverse : la politique des drogues. Le sujet paraît soudain mobiliser les traits moralisateurs des romand-e-s apparemment les plus libérales-aux.

Pour une fois, le Parti socialiste suisse – et les sections alémaniques de tous les partis par ailleurs – se montre plus progressiste que certaines des sections romandes et adopte en novembre 2006 un papier de position pour une politique en matière de dépendances s'intitulant «Entre mise sous tutelle et laisser faire», élaboré principalement par Jacqueline Fehr, qui propose des étapes législatives pour une juste prise en compte des problèmes posés par la consommation de substances légales ou illégales, mais également des comportements d'addiction comme le jeu excessif ou les troubles alimentaires. Pour soutenir les projets de prévention et de prise en charge sociale et thérapeutique, le papier soutient notamment le principe «de non punissabilité de la consommation de toutes les substances par des adultes», position renouvelée en 2008 lors de la votation sur la dé-

pénalisation du cannabis.

Le débat divise en Suisse romande et en 2008, lors de la votation sur la dépénalisation du cannabis, le congrès du PS vaudois argue que la question n'est pas politique mais morale et adopte la liberté de vote comme recommandation, de même que les PS jurassien et neuchâtelois, mais contrairement aux PS genevois et valaisan qui soutiennent la dépénalisation. Récemment, un Romand, conseiller communal socialiste lausannois, illustre une nouvelle fois cette tendance en déposant une interpellation s'intéressant aux bénéfices de la répression des consommatrices-teurs de cocaïne.

LIBERTÉ, ETC.

Le plus consternant dans les discours anti-légalisation est le recours constant à l'argument moral qui exclurait toute réflexion politique. Or la réglementation des libertés individuelles est au cœur d'un projet politique démocratique et doit être évaluée à l'aune de ses valeurs politiques. Sans revenir sur les études démontrant parfaitement l'inefficacité voire la contre-productivité de la criminalisation de la consommation

de substances en matière de prise en charge des personnes dépendantes ou de contrôle quantitatif de la consommation, il s'agit de se demander quelle position correspond aux valeurs socialistes de solidarité et d'égalité mais aussi de liberté et d'autonomie. Il faut ainsi considérer les personnes comme responsables et comme partenaires. Ce n'est pas la politique de répression paternaliste et infantiliste de la droite qui amène les personnes en difficulté à s'en sortir et à pouvoir faire des choix.

Enfin toute consommation devenue problématique n'est le plus souvent qu'un symptôme de difficultés d'un autre ordre qui rendent la personne vulnérable. Et la criminalisation de ce symptôme n'est qu'un exemple supplémentaire de réponse individualiste à des problèmes systémiques. En résumé, la criminalisation de la consommation ne doit pas satisfaire les personnes reconnaissant que les individus évoluent dans une société traversée par des rapports de force complexes et se voient ainsi pris dans une dynamique dont ils ne portent pas l'entière responsabilité, ni celles qui mettent la liberté et la démocratie au cœur de leur projet politique.

Stéphanie Pache est conseillère communale socialiste lausannoise

Rosa au poing

Rosa Luxemburg



Au théâtre Kléber-Méleau de Lausanne, on a donné au mois de décembre la représentation d'une pièce composée à partir des lettres de prison que Rosa Luxemburg envoyait à ses ami-e-s et connaissances. Un livre ainsi qu'un disque compact complètent cette entreprise artistique remarquable.

Les lettres de Rosa Luxemburg, magnifiquement lues par la chaude voix d'Anouk Grinberg (qui en a assuré la traduction avec Laure Bernardi), produisent

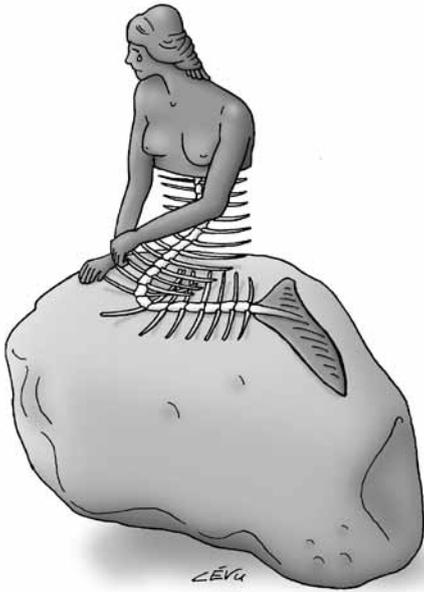
sur le ou la militant-e socialiste une impression très heureuse. A l'inverse des révolutionnaires professionnel-le-s, tel Lénine penché 16 heures par jour sur les affaires politiques, on ressent chez Rosa Luxemburg la nécessité de profiter quotidiennement de la joie de vivre. Cette joie se couple à une attitude morale très droite et à une indignation profonde face à chaque crime commis contre des êtres humains. Loin de l'éloigner des tâches révolutionnaires, son jardin intime lui permet de constamment puiser la force de ses combats.

On aurait tort néanmoins, et le choix de lettres pourrait y inciter, de voir en elle une simple poétesse humaniste sensible et révoltée. Car la révolte,

pour Rosa Luxemburg, devait conduire à l'analyse marxiste du capitalisme et de l'impérialisme et à l'action politique démocratique de masse. Que cette action collective soit indissociable de la richesse d'une individualité accomplie, c'est là, peut-être, que se trouve la leçon qui nous est donnée par cette grande petite femme.

Romain Felli

Rosa, la vie: lettres de Rosa Luxemburg, accompagné d'un CD, Ed. de l'Atelier, 2009.



Copenhague 2009

SALLE DES PAS PERDUS

Les voiles du PS suisse

Le 8 décembre, à 11h30, le groupe socialiste convoque une conférence de presse, le même jour à 17h30, pour présenter à la presse son papier de position consacré à l'Islam. Selon l'invitation, le fait que l'Islam constitue la deuxième communauté religieuse de Suisse justifie une discussion à ce sujet. Intéressant; nous n'avons jamais entendu parler de la position socialiste sur «le christianisme» ou «le bouddhisme».

Quelle déception à la lecture du communiqué de presse, publié le même jour à 19h00! On apprend que le PS Suisse veut combattre l'exclusion par son manifeste «pour une Suisse ouverte et tolérante». Ça, on le savait déjà. Par contre, aucun moyen de connaître les propositions du PS Suisse sur «les aspects religieux de l'intégration». Il ne faut pas se voiler la face: l'annonce d'un papier de position sur l'Islam était de la poudre aux yeux.

AT

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Quatrième Reich

Le pape Ratzinger a proposé la béatification du pape Pie XII. Pour Noël, 3 pour 1: Franco et Pinochet offerts!

Éthique

Le peuple suisse refuse d'interdire l'exportation d'armes. Oskar Freysinger pourra continuer à se pavaner sur les plateaux télévisés du monde entier.

Service public

Le président du Conseil d'administration de la Poste révèle sa nouvelle stratégie. La Poste devra faire du bénéfice à l'étranger afin de financer le service public en Suisse. Premiers pays visés? Le Jura et le Haut-Valais.

Animaux

Le pitbull qui a mordu un enfant au visage ne sera finalement pas euthanasié. Par contre, il est toujours assigné à résidence dans son chalet de Gstaad.

À l'italienne

Après le Dôme de Milan et Berlusconi, devra-t-on bientôt interdire la vente de reproductions du Münster de Berne par crainte pour le visage de Hans-Rudolf Merz?

Croisades

Lorsque Levrat dit qu'il y a des «problèmes» avec les musulmans, c'est le socialiste ou le catholique fribourgeois qui parle?

PLR

Après les jeunes et le chômage, les gros et l'assurance-maladie, pour la retraite à 75 ans et l'euthanasie à 78.

Boni zurück

Christoph Blocher s'oppose aux *bonus* à l'UBS et au Crédit suisse. Il préfère les positions politiques variables aux parts salariales variables.

Les portes du pénitencier

On ne sait pas vraiment ce que contient la fameuse liste de comptes en Suisse. Pour ajouter au pathétique, Hans-Rudolf Merz, dans le coma, ne répond plus à ses fans.